Radio Milano Libertà entre URSS et Italie, du début des années 1940 à l'après-guerre

Valerio Romitelli

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/6649>

DOI : 10.4000/cdlm.6649

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2012

Pagination : 41-48

ISBN : 9782914561594

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Valerio Romitelli, « *Radio Milano Libertà* entre URSS et Italie, du début des années 1940 à l'après-guerre », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 85 | 2012, mis en ligne le 14 juin 2013, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/6649> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.6649>

Radio Milano Libertà entre URSS et Italie, du début des années 1940 à l'après-guerre

Valerio ROMITELLI

Les faits

Au début de l'été 1941 à Moscou, Togliatti est chargé de diriger certaines des nouvelles radios qui sont créées et installées dans une aile du siège du Komintern. Le but consiste à communiquer les orientations de ce centre du communisme mondial, soit vers l'Allemagne et l'Italie, soit vers plusieurs pays occupés par les nazis et les fascistes¹. Ainsi ce leader italien voit confirmée l'importance du rôle qu'il a endossé depuis plusieurs années de travail politique et diplomatique au sein de la Troisième Internationale. À cette occasion, il devient responsable d'un effort et d'une rénovation extraordinaires et ce, pas seulement dans le domaine technologique et médiatique. C'est ce dont témoignent les propos très significatifs à ce sujet tenus par un militant italien qui a été témoin direct de cette expérience :

Maintenant, la queue de la poêle passait dans les mains de ceux qui savent écrire, mettre noir sur blanc, « produire » dans le sens journalistique du terme. Tous ces grands « Maîtres à penser », capables de trouver partout la petite bête et rédiger des textes impeccables, perdaient leur place : elle était occupée par des « artisans » des pièces à effet, lesquelles auraient normalement fait dresser le cheveu sur la tête de gens comme Piatniskij, Vasilev ou Stepanov. Avec tous ses prestigieux secrétaires, tous ses courriers de luxe, tous ses ambassadeurs sans créances auprès des partis frères, le vieux et glorieux Komintern était mort, enterré par les chars de Hitler et par ses Quisling².

En effet, après les premiers pas de la nouvelle expérience relative aux radios, le Komintern sera dissout. Sa dissolution était la condition posée depuis longtemps et à plusieurs reprises par Roosevelt et Churchill pour déclencher l'intervention des troupes anglo-américaines dans le conflit. Mais, comme on peut lire dans l'extrait ci-dessus, ce tournant du communisme international s'inscrit dans un plus vaste changement idéologique, sinon épistémologique. Il s'agit de l'entrée de la communication et des médias en tant que protagonistes, avec de très nombreuses conséquences, sur la scène de la deuxième guerre mondiale.

1. Palmiro Togliatti, *Radio Milano Libertà*, Rome, Editori Riuniti, 1974 ; Paolo Spriano, *Il compagno Ercoli. Togliatti segretario dell'Internazionale*, Rome, Editori Riuniti, 1980 ; Aldo Agosti, *Palmiro Togliatti*, Turin, UTET, 1996 ; Gianni Corbi, *Togliatti a Mosca*, Milan, Rizzoli, 1991.
2. Giulio Cerretti, *Con Togliatti e Thorez. Cinquant'anni di lotte politiche*, Milan, Feltrinelli, 1973.

Au rang des longues suites d'une histoire qui se prolonge jusqu'à nos jours, on connaît l'énorme importance qu'a revêtue par exemple la machine de Turing, inventée pour décrypter le code nazi *Enigma*³. On ne peut non plus sous-estimer les différentes influences exercées dans plusieurs domaines par les techniques de ce que l'on appelle parfois la « guerre psychologique », elle aussi élaborée comme jamais auparavant pendant ces années du conflit mondial⁴. Notre propos concernera cependant un léger détail de cette entreprise relative aux radios soviétiques sous la direction de Togliatti.

En effet, parmi les différentes émissions en langues étrangères, en espagnol, français, tchèque, roumain, allemand, une attention particulière était accordée à l'émission en langue italienne. Ainsi, avec une équipe de collaborateurs de grande valeur intellectuelle et tous italiens, Togliatti, sous le nom de Mario Correnti, promeut *Radio Milano Libertà* et *La Voce della Verità*, diffusée sur les fréquences de l'*Ente Italiano per le Audizioni Radiofoniche* fascistes. La singularité de ces émissions résidait dans ce que l'on avait l'impression qu'elles émettaient directement depuis l'Italie, le but étant de faire croire à l'existence dans ce pays d'une opposition bien organisée contre le fascisme.

Cette prétendue opposition était en réalité très faible et désorganisée. Et la radio d'État s'efforçait par tous les moyens de brouiller la voix des militants italiens en provenance d'URSS. Donc on ne peut pas croire à une forte audience de ces émissions. Toutefois, en termes de provocations et d'« action de dérangement », un certain succès paraît indiscutable. Un symptôme significatif en est fourni par le Vatican même, dont la radio de l'époque se trouva obligée de se déclarer comme la seule autorisée à parler au nom des catholiques, vue la concurrence exercée à ce sujet précisément par les émissions de radios « italiennes » nées en URSS.

Le type de discours que de telles émissions véhiculaient représentait une autre nouveauté : ceux qui s'exprimaient à travers ces radios se présentent comme un « groupe de citoyens de toutes opinions politiques, du communisme au fascisme ». Ils ne parlent plus au nom du marxisme et du parti communiste, ni à destination des seules classe ouvrière et masses populaires. Le discours interpelle « tous les Italiens » opposés à « la tyrannie fasciste et au vasselage allemand ». Le langage est décidément national-populaire. Les héros du *Risorgimento*, Garibaldi et Mazzini, sont parmi les plus cités ; on rappelle à cette occasion « la lutte contre les Allemands comme motif permanent de notre vie nationale ». Mais dans un pareil contexte, où ce qui importe le plus est l'impact communicatif, la formation humaniste de Togliatti peut échapper aux contraintes de l'orthodoxie léniniste. Dans ces émissions provenant de l'URSS, résonnent ainsi les vers des poètes italiens les plus illustres comme Leopardi et Carducci, cités par Mario Correnti. Des critiques récurrentes et savantes sont par ailleurs dédiées à l'histoire de Rome telle qu'elle était présentée par la rhétorique néo-impériale du fascisme. Mais les promoteurs de ces émissions ne manquent parfois pas eux aussi de verser dans

3. Andrew Hodges, *Alan Turing. Una biografia*, Turin, Bollati Boringhieri, 2006 ; David Leavitt, *L'uomo che sapeva troppo. Alan Turing e l'invenzione del computer*, Turin, Codice Edizioni, 2007.

4. Nicola Della Volpe, *Esercito e propaganda nella seconda guerra mondiale, 1940-1943*, Rome, Stato maggiore esercito, Ufficio storico, 1998.

un jargon de type populiste, avec des insultes tout à fait vulgaires et apolitiques adressées à Mussolini et son entourage, ce qui a été dénoncé⁵.

Tout en se déplaçant de Moscou pour suivre la retraite de l'armée soviétique face à l'invasion nazie, l'activité de cette radio s'étend pratiquement à toutes les premières années du conflit, jusqu'au moment où le sens de l'histoire s'inverse, et où Togliatti peut décider de son grand retour en Italie après le « tournant de Salerne », en date du 1^{er} avril 1944.

Le mythe national-populaire et l'Italie au temps de la défaite du fascisme

On a beaucoup débattu afin de savoir si cette stratégie s'est fondée sur la tradition national-populaire italienne ou si elle a été dictée par Staline et les exigences géopolitiques de l'URSS en Méditerranée⁶. Mais dans ce débat, on n'a pas examiné jusqu'à quel point le précédent de ces radios était révélateur de la compatibilité entre ces deux éventualités supposées antagonistes. On peut en effet faire valoir que ces émissions présentées comme un sursaut antifasciste de la tradition national-populaire italien sont en réalité une invention qui se réalisa seulement en URSS – et ne pouvaient se réaliser sous d'autres cieux – et ce uniquement grâce aux militants éloignés depuis longtemps de l'Italie.

Pour comprendre comment la politique togliattienne concernant l'Italie pouvait, dans le même temps, prôner un complet enracinement dans l'histoire du pays et une complète syntonie avec la « patrie du communisme mondiale », il faut remonter une décennie en arrière. En effet, sous l'effet du grand choc engendré par la crise de 1929, qui avait eu des conséquences plus lourdes ailleurs qu'en URSS, les experts économiques s'étaient engagés dans un débat sur ce qu'ils estimaient être le signe imminent de l'écroulement du capitalisme⁷. L'idée était que, partout où les marchés avaient fait la fortune de la bourgeoisie, monopoles et oligopoles étaient en train d'étouffer le développement des forces productives. Dans cette perspective, le vent principal du progrès semblait donc définitivement tourner dans un sens favorable au communisme, dont la concrétisation était démontrée par les succès de la construction planifiée du socialisme soviétique. Les partis « frères » ne devaient donc plus tenter de forcer le cours de l'histoire, par des insurrections ou des révolutions violentes. Sauf dans des cas exceptionnels, comme les fascismes – à isoler et à liquider soit avec les stratégies d'antan soit *manu militari* –, en situation normale, face au danger consistant à tomber dans l'embrasement mortel du capitalisme monopolistique, presque tout État ou parti était ainsi censé céder, tôt ou tard, au charme du socialisme planifié, et donc de graviter autour de sa « grande patrie ». De ce point de vue, il est très significatif

5. Giorgio Bocca, *Palmiro Togliatti*, Milan, Mondadori, 2005.

6. À ce sujet, je renvoie à mon livre : *L'odio per i partigiani: come et perché contrastarlo*, Naples, Cronopio, 2007.

7. Valerio Romitelli, « Per un altro bilancio del cosiddetto secolo della violenza », dans Peter Brooks (dir.), *Sulla violenza*, Naples, Cronopio, 2009, p. 51-79.

qu'après la seconde guerre mondiale, exalté par les succès remportés, Staline en arrive à déclarer que le socialisme aurait été possible même sous la couronne britannique. Ces éléments permettent de comprendre comment les communistes de cette époque n'ont pas hésité à croire que la reconstruction de l'après-guerre pouvait voir le triomphe de l'URSS et des partis frères. Le déclenchement de la « guerre froide » au printemps 1947 mit un terme à nombre de ces illusions, qui avaient jusqu'alors constitué le fondement de la stratégie de Moscou. Et c'était dans cette dernière que s'inscrivait aussi la politique soi-disant national-populaire poursuivie par Togliatti du temps des radios jusqu'au tournant de Salerne, avec toutes les conséquences qu'on imagine.

Ce tournant consista pour l'essentiel dans la reconnaissance du gouvernement Badoglio par l'URSS en mars 1944 et par le parti communiste italien, un mois plus tard, dans une Italie encore divisée entre le Nord occupé par les nazis et le Sud investi par les alliés. Ces derniers avaient déjà accepté Badoglio comme premier chef du gouvernement de l'Italie postfasciste, malgré le fait qu'il avait été l'un des principaux hiérarques du fascisme jusqu'à son écroulement. Il s'agissait bien évidemment d'une blessure profonde portée aux espoirs d'une rupture franche avec le passé fasciste. Et si les alliés avaient quand même fait ce choix cynique, c'était justement pour confirmer ce que les accords intervenus entre Churchill, Roosevelt et Staline avaient acté, à savoir que l'Italie, au cœur de la Méditerranée, resterait hors de l'aire d'influence soviétique. Le coup de théâtre du tournant de Salerne rouvre le jeu diplomatique en faisant du parti communiste le pivot de la situation. Il deviendra en fait très vite le plus fort et le mieux organisé de tous les autres partis en cours de constitution après la décomposition du fascisme. Mais si Togliatti obtient ce succès, c'est parce que l'idée du communisme avait pris consistance au sein d'un événement dont même les cadres communistes les plus expérimentés n'auraient pu deviner l'ampleur : la naissance des maquis combattant avec grande énergie dans le Nord contre les nazis et leurs collaborateurs italiens. Le problème était que les maquis avaient eux aussi proclamé leur gouvernement, celui des Comités de libération nationale de la Haute Italie. La reconnaissance du gouvernement Badoglio par Staline et Togliatti avait pour inévitable conséquence le désaveu du gouvernement issu des maquis.

Sacrifier la politique en Italie au nom des intérêts géopolitiques soviétiques, en considérant que ces derniers étaient plus importants pour un pays situé au cœur de la Méditerranée, voilà quelle pourrait être la morale de cette histoire. Jusqu'à quel point ce présupposé était ou non justifié, la question reste posée, du moment que le gouvernement issu des maquis n'a clairement pas la force nécessaire pour mettre en œuvre la reconstruction. En outre, la présence d'un grand parti communiste aurait tout à fait pu représenter une chance géopolitique considérable pour la nouvelle Italie républicaine : celle de pouvoir jouer le rôle crucial de frontière méditerranéenne entre l'Est communiste et l'Ouest capitaliste, ainsi qu'entre le Nord riche et le Sud pauvre.

Mais pour saisir au mieux cette occasion, il y avait au moins une condition préalable : une nouvelle réunification du peuple italien autour de la composante qui avait le mieux démontré – à travers la lutte partisane – sa détermination à en

finir avec tout ce que le fascisme avait représenté. Mais elle n'eut pas lieu. En effet, Togliatti, lui-même ministre de la justice en 1947, mit fin au très contradictoire processus de défascisation, en accordant l'amnistie à tous les criminels fascistes.

Ainsi, la machine d'État dont hérita la première République italienne restait pour l'essentiel dans la continuité du fascisme, tandis que les partis s'accoutumaient à étouffer le scandale, plutôt qu'à l'évoquer, face à toutes les intrigues internationales, attentats et formes de déstabilisation qui ont gravement limité la souveraineté de ce pays méditerranéen. Voilà, dans les grandes lignes, la complexité des enjeux historico-politiques et géopolitiques impliqués par cet épisode.

Il faut cependant encore considérer d'autres questions plus théoriques suscitées par cette opération de simulation à travers les médias radiophoniques, en particulier l'existence d'une solide résistance national-populaire au régime fasciste, laquelle n'existait alors que dans l'imagination des communistes italiens réfugiés en URSS.

Vérité, politique, guerre et communication

De nos jours, nous sommes coutumiers du fait que la vérité en politique puisse consister en fait dans une erreur répétée à l'infini par les médias. En comparaison, le mensonge de Radio Milano Libertà semble une affaire tout à fait insignifiante. Mais c'est précisément sa simplicité originelle qui permet quelques réflexions, en premier lieu sur le fait paradoxal que ce mensonge était diffusé par une radio dont le nom exact était La Voix de la Vérité.

Ce n'était, bien évidemment, qu'un héritage du léninisme, qui a toujours tenu à faire de la vérité un emblème, voire l'emblème de sa politique. Justifiée ou non, cette revendication a une singularité non négligeable. Elle est en effet une des rares alternatives à la très longue, complexe et vaste tradition qui a traité la vérité comme un apanage presque ésotérique des philosophes, des religieux et des savants proches du pouvoir⁸. Ne pas se consoler avec la religion ou avec la philosophie, ni chercher un pouvoir à servir, tel a été au début du xx^e siècle le défi de plusieurs avant-gardes, dont à la suite de Lénine on a essayé de configurer une version politique. Malgré tous les doutes plus que justifiés par la suite, on ne saurait oublier que, au cœur du militantisme communiste du siècle dernier, il y a eu l'union de ces personnes sans pouvoir qui étaient appelées « prolétaires » et ne pouvaient s'unir autrement que grâce à la confiance accordée à une politique. Se présenter comme une politique absolument vraie a été une nécessité à la fois indispensable, et dévastatrice par ses conséquences. Que l'on songe à la persécution des dissidents, souvent obligés de se déclarer eux-mêmes dans l'erreur et coupables, voire de se condamner eux-mêmes à la peine capitale. Tel fut le prix écrasant exigé pour garder la vérité comme symbole politique. Mais, en tant que tel, ce symbole a bien rarement vacillé depuis la première parution de la *Pravda* (*La Vérité*) en 1908.

8. Comme on peut le comprendre en lisant, par exemple, le très fameux texte de Leo Strauss, *La persécution et l'art d'écrire*, Paris, Gallimard, 2009.

Alors comment a-t-il été possible, en 1941, de mettre ainsi cette crédibilité en péril, avec cette histoire maligne des radios qui font semblant d'émettre à des milliers de kilomètres de distance d'où elles se trouvent vraiment ? Pire encore : des radios qui simulent une résistance en Italie qui n'existe pas encore.

La guerre est certainement une justification. Quand les armes ont remplacé les mots, les mots peuvent eux-mêmes devenir des armes : c'est-à-dire qu'ils n'ont de sens que pour les dommages qu'ils sont capables d'infliger à l'ennemi. Mais si tel était le but, on voit bien quel dommage collatéral on a également infligé aux amis, déjà acquis ou potentiels, parmi les prolétaires : les tromper en simulant une résistance inexistante en Italie n'était certainement pas leur rendre service. On peut dès lors comprendre également pourquoi, quand cette résistance sera effective, le même Togliatti ne la reconnaîtra jamais vraiment, en ignorant en 1944 le gouvernement issu de ses rangs.

Mais quelque chose d'encore plus profond se joue autour de cette histoire de radios. Il s'agit du fait que les médias cessent d'être un instrument de la politique, pour la plier, au contraire, à l'intérieur de leur propre horizon, celui de la communication. En effet, c'est ce qui se passe quand on place par-dessus tout l'efficacité sensible de la transmission des connaissances – « les pièces d'effet », comme l'a évoqué plus haut la citation de Cerretti. Et il n'est pas seulement question de style, comme lui-même le soulignait. Du moment où les buts et les stratégies sont de l'ordre de la communication, toute pensée ou expérience n'a plus de valeur que comme information, c'est-à-dire pour l'impact qu'elle peut avoir sur le récepteur. Il n'y a plus de politique que consacrée à l'information. La création du Kominform pour succéder au Kominterm est tout à fait significative de ce point de vue⁹.

C'est dans l'information que le communisme a cru regagner le prestige qu'il avait capitalisé à partir de la Révolution de 1917. En effet, ses reprises variées et hétérogènes, qui ont eu lieu dans le monde entier et toujours dans le sens d'une meilleure justice sociale, ont démontré qu'elle avait représenté quelque chose de politiquement vrai. Mais si on reconnaît cela, il faut également admettre qu'à partir au moins des années 1930, aucune nouvelle vérité politique est sortie de l'URSS, sauf sa construction.

Mais même l'assomption de l'information n'a pas permis de sauver le communisme. Les impasses déjà observées du temps du Kominterm n'ont pas pu être dégagées et ouvertes. De l'après deuxième guerre jusqu'en 1989, on a fini par dilapider tout ce qui restait de crédibilité sur cette voie. Et cela, non pas à cause des mensonges, lesquels ne posent pas problème à la communication – si elle est efficace –, mais surtout parce que le nombre de récepteurs des informations parmi les prolétaires et l'ensemble de la population se réduit. En effet, le communisme renouvelé au nom de l'information n'a duré que le temps où s'est maintenue sa capacité de mener des opérations militaires et répressives, elles-mêmes toujours moins crédibles. Le destin de semblables opérations menées dans le domaine électoral n'a pas été plus heureux dans le cas de l'euro-communisme.

9. Dont l'expérience des radios représente donc une anticipation considérable.

Les différentes formes qu'a prises la résistance en URSS sous le nom de Grande guerre patriotique ont représenté une autre voie plus courte, mais plus stimulante pour la pensée politique¹⁰. Ici, la politique communiste a obtenu une sorte de vérification ultérieure et au fond inattendue : oblique et disséminée, dans le sens où les maquis dans leur variété hétéroclite l'ont presque complètement réinventée, y compris parfois en Europe contre les communistes eux-mêmes, mais toujours sous l'influence de leurs idées majeures d'une justice sociale réalisable et de l'exemple provenant de Stalingrad.

La plupart de ces expériences sont nées dans les maquis dans un contexte de pénurie, non pas seulement d'abris, de nourriture et d'armes, mais aussi d'informations, souvent dans l'isolement et l'impossibilité de communiquer parmi les plus extrêmes¹¹. Ce qui obligeait tous les maquis à agir, plutôt qu'à se cacher. Il n'avait d'autre possibilité que de réfléchir à une éventualité historique majeure, comme la ruine possible du nazisme et du fascisme, à la lumière d'une idée politique alternative, passionnante et réinterprétée pour son propre compte.

C'est ainsi que, dans une syntonie presque mystérieuse, des milliers de jeunes ont décidé de se donner corps et âmes à des organisations aussi précaires que téméraires, mais sûres d'ouvrir un nouvel avenir. C'est grâce à eux que, après avoir été « fascisée » et avant de tomber sous l'influence des deux superpuissances, l'Europe, et surtout l'Europe méditerranéenne, a vraiment pu être libre¹².

10. Même la grande spécialiste du stalinisme, Hannah Arendt, soulève cette séquence de l'accusation du totalitarisme.

11. L'Italien Beppe Fenoglio est l'un des chantres majeurs de cette dure condition.

12. C'est à Luigi Meneghello et à son œuvre *Piccoli Maestri*, Milan, Rizzoli libri, 1976, qu'on doit l'une des plus belles exaltations du maquis comme preuve de liberté.